

IA ORANA MIHIRAI ! ("Bienvenue Mhirai !") L'UPR vient d'enregistrer son premier adhérent en Polynésie Française



L'Union Populaire Républicaine compte déjà des adhérents dans plusieurs Départements d'Outre-Mer de la République, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie (le plus grand nombre d'entre eux habitant dans l'Île de la Réunion).

Mais aujourd'hui, nous venons d'enregistrer notre premier [adhérent](#) (il se prénomme Mhirai) vivant dans l'île de Tahiti, en Polynésie française.

Nous lui souhaitons de tout cœur "*la Orana Mhirai !*" - Bienvenue à l'UPR Mhirai !



A quelques dizaines de kilomètres de l'île de Tahiti se trouve l'atoll désert de Tetiaroa, ancienne propriété des rois de Tahiti. C'est ici que furent tournées certaines scènes du célèbre film de Lewis Milestone "Les Mutinés du Bounty" (1962), avec Marlon Brando.

LES PREMIERS À AVOIR RALLIÉ LA FRANCE LIBRE EN 1940 SONT LES DERNIERS À AVOIR CONSERVÉ LE FRANC

Notons que la "sortie de l'euro" est un thème qui rencontre assez peu d'écho dans les Territoires d'Outre-Mer du Pacifique. Car, quoi que la monnaie utilisée y soit liée à l'euro par un lien fixe (ce qui leur pose aussi des problèmes de surévaluation par rapport aux pays avoisinant), ce sont les seuls territoires de la République Française qui ont conservé une monnaie s'appelant "le FRANC". En effet, nos 520.000 compatriotes de Polynésie Française, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna, vivent toujours avec le FRANC CFP, le « Franc Pacifique ».

Pour les amateurs d'histoire et de symboles, c'est un extraordinaire clin d'œil.

Car les seuls Territoires de la République à avoir gardé - de nos jours encore - une monnaie s'appelant le "LIBRE" (c'est le sens de "FRANC") sont ainsi les mêmes que ceux qui avaient rallié la FRANCE LIBRE, les tout premiers, dès l'été 1940.



LE SENTIMENT QUE LA FRANCE LES ABANDONNE ET QUE L'EUROPE LES MÉPRISE

Tous les habitants des Départements et Territoires d'Outre-Mer ont l'impression de plus en plus nette que la France veut se débarrasser d'eux, pour cause de "construction européenne" et de rigueur budgétaire. Quitte à les brader au pouvoir des mafias, notamment américaines, en particulier dans les Antilles.

Les TOM du Pacifique ne sont même pas dans l'UE - ils ne s'en portent d'ailleurs pas plus mal -, mais les dirigeants français, adeptes de l'abaissement national, n'ont de cesse que de leur faire comprendre qu'il serait temps qu'ils dégagent.

Quant aux DOM, qui, eux, sont dans l'UE, les technocrates bruxellois les qualifient avec dédain de "régions ultra-périphériques".

Mais de quel droit la "construction européenne" regarde-t-elle de haut 3 millions de Français, les habitants des DOM-TOM ?

Ce ne peut pas être à cause de l'éloignement puisque les européistes manigencent, dans le dos des peuples, un rapprochement tous azimuts de l'Union européenne avec les États-Unis, sous le couvert de "partenariat transatlantique". Or Los Angeles est bien plus éloignée de Paris que ne l'est Fort-de-France.

La notion même de "régions ultrapériphériques" est d'ailleurs d'autant plus absurde qu'avec la baisse des tarifs aériens et Internet, les DOM et les TOM n'ont jamais été aussi proches, quotidiennement, mentalement et affectivement, de la métropole depuis que ces terres ont été intégrées dans l'ensemble français.



Alors ?

Alors, pourquoi ce mépris latent des européistes envers nos populations d'Outre-Mer qualifiées "d'ultrapériphériques" ?

Serait-ce parce qu'une grande majorité d'entre eux sont... des métis ?!

Pour les habitants des DOM, comme pour nous à l'UPR, les "régions ultrapériphériques" de la France, ce ne sont ni la Guadeloupe, ni la Martinique, ni la Guyane, ni la Réunion ; ce sont l'Estonie, la Hongrie, la Finlande, la Slovaquie (pour ne pas parler des États-Unis...).

Bien sûr, l'Estonie, la Hongrie, la Finlande, la Slovaquie, etc., sont des États situés sur le continent européen. Et alors ? Ce sont des États étrangers contre lesquels nous n'avons aucun grief, avec lesquels nous souhaitons développer tous les liens d'amitié et de coopération souhaitables. Mais ce sont des États qui n'ont à peu près jamais eu de liens étroits avec la France. Dès lors, nous ne voyons pas au nom de quoi - sauf au nom de l'idéologie européiste -, nous devrions les préférer à 3 millions de nos compatriotes vivant dans les DOM-TOM, de même qu'aux dizaines de millions de francophones à travers le monde, qui attendent tant de la France et auxquels nous relient tant de choses.

Car la "construction européenne" impose bien l'idée d'une préférence contraire à nos intérêts et à notre histoire, et c'est là que le bât blesse.



NON À UN APARTHEID PLANÉTAIRE DÉGUISE EN "CONSTRUCTION EUROPÉENNE"

Rappelons ici que, pour l'UPR, la solidarité des Français doit d'abord s'exercer vers les populations d'Outre-Mer et, au-delà, vers toute la Francophonie, et cela d'autant plus que le progrès des communications a aboli les distances.

Pour des Français, agir autrement, par exemple privilégier l'île de Chypre plutôt que l'île de la Réunion, la Bulgarie plutôt que la Tunisie, la Slovaquie plutôt que le Sénégal, ou la Finlande plutôt que la Polynésie, c'est renier toute notre Histoire. C'est bafouer nos promesses, trahir ceux qui nous faisaient confiance et briser d'innombrables liens du sang. Cela n'a aucun sens, sauf dans le cadre de ce qu'il faut bien appeler une conception raciste de la planète.

Or l'UPR est justement le seul mouvement politique français à dénoncer le soubassement racialisé de la construction européenne. L'UPR est le seul mouvement politique à rassembler les Français, quelles que soient leurs opinions et leur couleur de peau, pour sortir au plus vite de cette utopie, aux objectifs implicites nauséabonds, qui nous conduit tout droit au Choc des Civilisations.

Nous nous réjouissons donc beaucoup de voir des compatriotes de tout l'Outre-Mer rallier l'UPR. Ils sont la preuve vivante que, eux non plus, n'acceptent pas que la voix de la République Française se laisse étouffer par l'Empire atlantiste, au nom d'une "construction européenne" qui n'agit, au fond et de plus en plus, que comme un nouvel apartheid, cette fois-ci au niveau planétaire.